

DÉCLARATION DES OSC À LA 33^e CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs les délégués et observateurs, Mesdames et Messieurs,

Nous, les 42 représentants des paysan(ne)s, des femmes et des jeunes ruraux, des pêcheurs, des travailleurs agricoles, des éleveurs, des pasteurs, des transformateurs, des peuples autochtones, des coopératives, des consommateurs et des ONG, représentant des OSC nationales, régionales et internationales venant de 20 pays, sommes réunis à Casablanca, au Maroc, du 21 au 22 février 2024 pour la Consultation de la société civile dans le cadre de la 33^{ème} Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique qui se tiendra du 24 au 28 Avril 2024 au Maroc

Nous reconnaissons et saluons les efforts de la FAO et ceux du gouvernement marocain pour soutenir cette opportunité pour la société civile afin de débattre collectivement de nos relations, de nos défis et de nos demandes et propositions à la FAO et à nos pays, ainsi que l'opportunité de discuter des questions pertinentes dans l'ordre du jour de la Conférence régionale.

Nous nous réjouissons de voir les progrès réalisés dans l'application de nos recommandations à la FAO. Nous nous réjouissons de voir les progrès accomplis dans l'application de nos recommandations à la FAO, et nous nous félicitons une fois de plus de cet espace important pour construire une compréhension collective du contexte africain actuel et des perspectives dans un moment de mondialisation et de ses effets sur les systèmes alimentaires africains, évaluer les progrès concernant les recommandations de la société civile africaine à la FAO, et dans le contexte de la consultation de cette année, comment exploiter la science et l'innovation pour accroître la productivité et la compétitivité dans le contexte de la zone de libre-échange continentale africaine, la promotion des aliments locaux pour améliorer la nutrition, la santé et la sécurité alimentaire, la lutte contre les pertes et gaspillages alimentaires, le renforcement de la résilience par la transformation des systèmes agroalimentaires, les questions et défis liés à la crise pastorale face au changement climatique, et la manière de renforcer le rôle des femmes et des jeunes dans la mise en place de systèmes agroalimentaires inclusifs.

CONTEXTE

Les nouveaux changements de pouvoir à l'échelle mondiale continuent de menacer la souveraineté de nos pays. La crise mondiale affectant les systèmes alimentaires locaux, la question de la souveraineté alimentaire est plus que jamais au cœur du débat. De nombreux agriculteurs et producteurs de denrées alimentaires sont menacés par des conflits armés, et de plus en plus de jeunes quittent les zones rurales pour les grandes villes ou ailleurs à la recherche d'une vie meilleure. Alors que le besoin de politiques endogènes adaptées à la réalité locale africaine et répondant aux aspirations des populations et à leur bien-être reste criant, la production agricole en Afrique reste concentrée sur quelques produits d'exportation, et nous importons la plupart de nos produits de base alors qu'ils peuvent être produits localement. Nous regrettons de constater que nombre de nos gouvernements ont tendance à mettre en œuvre des politiques qui favorisent davantage des intérêts autres que ceux de la population en

général. Nous sommes consternés de constater que les grandes entreprises continuent de capter l'attention de nombreux gouvernements au détriment de la population. Les africains sont forts et travaillent dur pour nourrir leurs familles et leurs communautés, et luttent contre l'idée qu'ils n'ont aucune perspective en tant que continent immensément riche. Le développement endogène est la responsabilité de tous. Et il y a beaucoup de bons exemples à cet égard, y compris des politiques qui donnent la priorité à la terre pour les femmes et les jeunes, des programmes d'achat institutionnel de produits locaux, des programmes de vente directe aux consommateurs qui se développent rapidement dans certains pays et qui offrent des opportunités très importantes.

Nous constatons également la persistance ou l'émergence de certains défis qui menacent les espoirs engagés par les initiatives en cours :

- Les gouvernements continuent d'affirmer que l'agriculture est une priorité, mais n'allouent pas une part significative de leur budget à l'agriculture en général. En outre, une grande partie de l'argent dépensé au nom de l'agriculture se concentre sur les actifs et les opérations publics, et non sur les investissements au niveau de l'exploitation.¹
- Dans plusieurs pays, nous observons une focalisation erronée sur les politiques de soutien à l'agriculture conventionnelle, une priorisation inégale de l'espace agricole au détriment des éleveurs et le refus de respecter leur droit aux pâturages dans les zones forestières. En outre, certains pays refusent d'adhérer aux accords régionaux concernant la libre circulation des éleveurs et de leurs animaux.
- Au-delà des impacts des chocs imminents tels que le changement climatique, les événements météorologiques extrêmes, les pandémies, les guerres et autres, la résilience du système alimentaire africain est confrontée à de sérieuses menaces découlant du manque de protection marine, de l'agriculture industrielle destructrice et de l'importation massive et incontrôlée de semences végétales et animales qui ne sont pas adaptés à la réalité africaine et qui nécessitent des investissements massifs qui ne produisent que peu de bénéfices.
- Le système alimentaire africain souffre d'importantes limitations qui conduisent, entre autres, à des pertes et gaspillages alimentaires significatifs, causés par les ravageurs et les maladies, la pêche illégale, la surexploitation, les catastrophes naturelles et les pertes post-récolte, l'inadéquation ou l'insuffisance des connaissances, des équipements et des infrastructures (y compris l'électricité) pour le traitement, le stockage et l'emballage des produits alimentaires, ainsi que la faiblesse de la planification et de l'anticipation de la production, de la transformation et de la commercialisation, etc.
- Les petits producteurs d'aliments sont livrés à eux-mêmes dans une économie de marché libre, sans garde-fou ni protection, sans la capacité de construire la dignité et de créer des conditions pour l'intégration des jeunes, y compris le renforcement de leurs capacités liées aux systèmes alimentaires dans la pratique.

1

2ème rapport biennal sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo, Union Africaine, 2020

- Nous regrettons que les engagements pris par nos gouvernements aux niveaux mondial et continental ne soient pas suffisamment pris en compte au niveau national, tels que l'engagement de Malabo en faveur de l'agriculture (10% destiné à l'agriculture), ou le PDDA qui est élaboré mais n'a pas été financé.
- L'Afrique connaît une nouvelle vague d'accaparement des terres et des ressources, qui nécessite une attention particulière de la part de tous les acteurs afin d'y remédier.
- Nous restons confrontés à un défi important dans la relation des OSC avec les bureaux de la FAO au niveau national, avec lesquels il y a encore des limitations importantes.

A ce titre, et suite à nos discussions durant les deux jours de consultation de la société civile, **nous demandons instamment à nos gouvernements de prendre les mesures suivantes :**

- Soutenir les petits producteurs en améliorant le soutien financier et technique à la production, au stockage, à la distribution (y compris le transport et les infrastructures), à l'accès aux intrants, aux technologies et aux marchés, et en intégrant les zones isolées à forte production, ainsi qu'en renforçant les capacités en matière de techniques de conservation des aliments, réduisant ainsi les pertes post-récolte et garantissant une grande disponibilité des denrées alimentaires locales. Des lignes de soutien spécifiques devraient également être mises en place pour les femmes et les jeunes.
- Investir dans la recherche et le développement afin d'améliorer les rendements et la qualité des aliments locaux de manière à protéger les intérêts des producteurs et des consommateurs locaux et à garantir la propriété locale du matériel génétique et de l'information. En complément, les entreprises et autres acteurs du système alimentaire devraient s'engager à réduire les pertes et les déchets alimentaires.
- Mettre en place une approche holistique et multisectorielle pour répondre aux besoins, aux priorités, aux menaces et aux réalités de l'agriculture et de l'alimentation en Afrique dans chaque pays afin d'améliorer la rentabilité de la production alimentaire à petite échelle et de favoriser les économies circulaires et solidaires.
- Mettre en œuvre des politiques de biosécurité globales afin de prévenir la contamination des cultures non génétiquement modifiées par les OGM et d'autres technologies nouvelles.
- Promulguer et améliorer les réglementations et les infrastructures afin de contrôler et de protéger les zones de pêche locales contre la pêche illégale, améliorer l'articulation des accords de pêche entre les pays voisins et massifier l'expansion de l'agroécologie dans chaque pays.
- Renforcer les capacités et encourager les jeunes et les femmes entrepreneurs à investir dans le système alimentaire, et promulguer des lois pour protéger les femmes contre les abus, y compris ceux liés aux traditions et à la culture locale.
- Veiller à ce que les réformes foncières intègrent des visions à court, moyen et long terme, et qu'elles protègent les intérêts des priorités des petits producteurs de denrées alimentaires.
- Mettre en place des mécanismes d'assurance pour les agriculteurs contre les risques climatiques

- Améliorer et mettre en place des infrastructures de communication adéquates pour faciliter l'accès aux TIC dans les zones rurales

En outre, **nous demandons instamment à la FAO de faire ce qui suit :**

- Orienter et encourager les gouvernements nationaux à prendre en compte les recommandations développées lors des consultations.
- Inclure le secteur privé local dans la mise en œuvre des recommandations concernant les pertes et gaspillages alimentaires.
- Collaborer et s'associer avec les OSC en soutenant les initiatives locales et les partenariats public-privé pour investir et promouvoir la production et la consommation d'aliments locaux.
- Fournir un soutien technique et financier pour la production, la transformation, le stockage et la distribution d'aliments locaux, ainsi que pour la gestion des cultures, la conservation des sols et l'utilisation rationnelle des intrants.
- Développer des outils sociaux transparents pour l'inclusion au niveau national des OSC et des organisations paysannes dans le développement, la mise en œuvre et le suivi des consultations de la FAO, des programmes de mise en œuvre, des cadres de performance et d'autres espaces multisectoriels, dans un effort conscient de ne laisser personne ou aucun groupe à l'écart.
- Soutenir les visites d'échange de connaissances entre les OSC et les organisations paysannes aux niveaux national et régional.

Nous demandons à la FAO et à nos gouvernements de :

- Soutenir la modernisation des moyens de production, de transformation, de conditionnement et de distribution des produits paysans.
- Soutenir la mise en œuvre de systèmes de garantie participatifs pour la certification des produits.
- Développer et mettre en œuvre des mécanismes de distribution alimentaire au niveau continental
- Mettre en place des facilités de crédit appropriées pour le fonctionnement des activités des femmes ;
- Inclure les organisations de femmes et de jeunes dans les stratégies de développement et dans tous les processus de participation et de prise de décision et de suivi relatifs au secteur agricole, tout en respectant les droits des enfants à tous les niveaux;
- Fournir des subventions adéquates pour les intrants aux petits producteurs de denrées alimentaires, dans une perspective d'autonomie et d'autosuffisance.
- Mettre en place des systèmes d'alerte précoce appropriés, visibles et efficaces liés au système alimentaire

Nous demandons à la FAO, à nos gouvernements et à la société civile africaine de collaborer pour :

- Accorder une attention particulière au lien entre le pastoralisme et le changement climatique et à son incidence sur les conflits entre éleveurs et agriculteurs, et mettre en œuvre des politiques, des programmes et des initiatives visant à développer la résilience des systèmes pastoraux.
- Développer un mécanisme pour mesurer la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo (Malabo-mètre), la Décennie de l'agriculture familiale et la Décennie des

Nations unies sur les droits des paysans (UNDROP), y compris l'efficacité de ces investissements. Il est également important de protéger et de soutenir le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, et de développer une bonne gouvernance des ressources, afin de changer les perceptions et les opinions que les gens ont de leurs gouvernements.

- Préserver et protéger les semences indigènes et paysannes, et créer des banques de semences locales et nationales, ainsi que des réseaux de laboratoires d'innovation et de recherche axés sur les semences paysannes dans chaque pays.
- Mettre en œuvre des programmes d'intégration de technologies innovantes et/ou numériques pour améliorer la production et la distribution des denrées alimentaires, y compris les plateformes numériques qui garantissent l'accès aux données tout en maintenant la propriété à la source, la technologie des drones, etc, et promouvoir la massification de la production et de l'utilisation de pesticides et d'herbicides naturels.
- Accorder une attention particulière à l'augmentation et à l'amélioration de la production d'aliments de qualité grâce à l'utilisation de pratiques et de principes agroécologiques et biologiques (y compris les techniques de micro-jardinage et autres) dans les zones urbaines et périurbaines, y compris la protection et le maintien des terres agricoles.
- Donner la priorité à l'investissement dans des chaînes de valeur alimentaires inclusives et durables fondées sur les pratiques et principes agroécologiques et biologiques et sur le pastoralisme durable qui résistent aux chocs tels que le changement climatique et les pandémies, tout en préservant les ressources naturelles (eau, sol, semences, biodiversité, etc.) et la souveraineté alimentaire des populations africaines.
- Promouvoir la diversification des moyens de subsistance des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs afin d'accroître la résilience de leurs moyens de subsistance.
- Soutenir le journalisme indépendant et d'investigation sur les questions agricoles et alimentaires, et améliorer la recherche et la formulation sur les médias éducatifs et d'investigation.

Enfin, en tant qu'OSC, nous nous engageons à :

- Sensibiliser et former la population par des campagnes sur les avantages nutritionnels et culturels des aliments africains locaux, des ateliers culinaires et des démonstrations pour présenter la diversité des recettes et de la culture alimentaire africaines.
- Promouvoir, faire pression et plaider auprès de nous-mêmes, de nos communautés et de nos autorités pour réduire les pertes et les déchets alimentaires et ajouter de la valeur à notre production excédentaire.
- Promouvoir les systèmes de vente collective par l'intermédiaire des coopératives et des organisations d'agriculteurs.
- Être une voix constante, active et coordonnée dans les préoccupations nationales et favoriser les contacts directs entre les OSC et les gouvernements, ainsi qu'avec la FAO.
- Renforcer la communication et l'unité entre les OSC et les organisations de producteurs dans le système alimentaire au niveau national, et articuler des mouvements africains propres afin d'exercer une pression forte et efficace sur les gouvernements pour qu'ils agissent.

- Améliorer le suivi de nos recommandations à nous-mêmes en tant que société civile.
- Créer des cadres de consultation dédiés aux femmes et aux jeunes.
- Encadrer les jeunes en tant que futurs leaders.

Mesdames et Messieurs, nous reconnaissons une fois de plus les efforts et les initiatives de toutes les personnes impliquées dans l'ouverture des portes du dialogue et de l'analyse et de l'action politiques collectives, en particulier en ce qui concerne la planification de la prochaine biennale de la coopération de la FAO avec nos États africains. La consultation des OSC africaines suit avec grand intérêt les récentes et importantes mobilisations des producteurs de denrées alimentaires à travers l'Europe, qui réclament des prix et des revenus équitables. Nous affirmons notre solidarité avec nos collègues paysans européens dans cette noble lutte. La consultation invite les autorités politiques africaines à tous les niveaux à fournir des réflexions constructives pour des prix justes et des revenus dignes pour tous les producteurs de denrées alimentaires afin de créer les conditions pour une véritable résilience des systèmes alimentaires africains.

Au nom des organisations représentées dans la Consultation des OSC, nous espérons que notre analyse sincère, nos demandes et nos propositions seront bien reçues par vous et vos équipes, et nous nous réjouissons de collaborer plus concrètement avec vous dans la période à venir.

Casablanca, Maroc, 22 Février 2024